



Focus

Maîtriser les risques financiers et comptables dans une petite commune : les dix questions à se poser / Direction Générale des Finances Publiques, Centre National de la Fonction Publique territoriale 05/2023, 28 p.

<https://www.collectivites-locales.gouv.fr/files/finances-locales/Livret-maitrise-des-risques-petites->

Ce document a été conçu d'abord à destination des communes de moins de 1.000 habitants. Toutefois, certains sujets évoqués ci-après peuvent intéresser des collectivités d'une taille plus importante (communes et groupements intercommunaux). Pour approfondir leur démarche de maîtrise des risques, ces collectivités peuvent également se référer au Guide de renforcement du contrôle interne comptable et financier dans les collectivités locales ainsi qu'aux référentiels de contrôle interne mis en ligne par la DGFIP sur le site www.collectivites-locales.gouv.fr, dans la rubrique Contrôle interne.

Ce document ne se veut pas une liste exhaustive des risques qui pourraient peser sur une collectivité : il a pour ambition de faire prendre conscience des risques principaux et des mesures pour les éviter, qui sont les prémisses d'une démarche de contrôle interne. Nous espérons qu'il vous permettra d'acquérir les bons réflexes pour traiter plus largement l'ensemble des situations que vous pourrez rencontrer.

Relu par des secrétaires de mairie et des cadres de la DGFIP, il est un outil qui se veut le plus simple possible et opérationnel.



Veille sectorielle

Action éducative/Sport - Action internationale/Europe
Aménagement et développement des territoires
Culture - Droit public/Citoyenneté/Institutions/Collectivités territoriales/Achats Publics
Economie - Emploi/Formation - Finances publiques/Gestion locale
Fonction publique/Statut - Information/Communication/TIC
Management/Ressources humaines
Outre-Mer - Sciences Humaines/Société - Sécurité civile et publique
Services techniques et transitions écologiques
Social/Santé



On vous signale une expérience

Action éducative/Restauration scolaire/Sport



Quand les enfants prennent la clé des champs

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 26/06/2023, n° 2671, p. 47

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40838525>

Lamballe-Armor (Côtes-d'Armor) 16 700 hab.

Les enfants, accompagnés par les élus et les animateurs, transforment deux champs à l'abandon en écolieu.

Dans les établissements scolaires, tous engagés dans le défi des économies d'énergie / BRUNET Valerie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 19/06/2023, n° 2670, p. 50-51

<https://www.lagazettedescommunes.com/872749>

Pour réduire la consommation énergétique des établissements scolaires, un diagnostic de fonctionnement de chaque bâtiment est mis en place. La démarche concerne toute la communauté éducative, les élèves et les personnels de l'Éducation nationale ainsi que des collectivités intervenant dans les établissements. Par le biais de formations, d'animations, de défis et de mise en réseau des parties prenantes, le Cerema intervient en complément des actions des enseignants.

Mixité scolaire : les acteurs locaux dénoncent l'inertie de l'Etat / MAZON Romain, GERBEAU Delphine

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 19/06/2023, n° 2670, p. 8-10

<https://www.lagazettedescommunes.com/873256>

Après une longue obstruction, le ministère de l'Éducation nationale a été contraint de publier les indices de position sociale (IPS) des écoles et des collèges. Ils révèlent le degré de ségrégation ou de mixité scolaire de chaque établissement. Et le relatif échec des politiques engagées depuis quarante ans. Peut-on mieux faire ? Comment ? Table ronde.

Piscines, terrains de sport : les mesures de restriction du nouveau guide sécheresse

Lettre de l'économie du sport (la), 26/05/2023, n° 1562, p. 5

La sécheresse s'annonce très sévère dans certaines régions et obligera particuliers, agriculteurs et entreprises à se restreindre sur leur consommation d'eau potable. Un guide présenté par le ministre de la transition écologique fixe les règles minimales de restriction qu'un préfet devra appliquer en fonction de la situation locale.

<https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/Guide%20circulaire%20secheresse>

https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/Guide_secheresse.pdf

Action internationale/Europe

Interreg, au cœur du développement et de la coopération des territoires européens

ToutelEurope.eu, 14/06/2023

<https://www.toutelurope.eu/l-europe-en-region/interreg-au-coeur-du-developpement-et-de-la>

La grande famille Interreg s'est réunie à Marseille pour débattre des orientations et des nouveautés des programmes 2021-2027. Pour la France, engagée dans 22 programmes, 3,2 milliards d'euros sont mobilisables dans le financement de nombreux projets de coopération européenne.

[↩ Retour sommaire](#)

Aménagement et développement des territoires

Les communes se creusent les méninges pour faire revivre leurs écoles fermées

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 26/06/2023, n° 2671, p. 48-49

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40838530>

POURQUOI ?

Fermer une école, parce que les effectifs diminuent ou l'établissement est vétuste, est un acte peu populaire. Un horizon : redonner vie aux bâtiments.

POUR QUI ?

Le rire des enfants et les heures d'entrées et de sorties rythment une journée. Elus, commerçants et habitants espèrent voir rouvrir les portes d'une ancienne école.

COMMENT ?

En fonction du bâtiment et de sa localisation, chaque municipalité porte son projet de reconversion dans les domaines de l'habitat, du commerce et des services.

Développement économique : L'industrie à l'heure de la sobriété foncière [Dossier]

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 26/06/2023, n° 2671, p. 34-40

- Décarbonation :

Rêver un lendemain industriel décarboné dans les territoires passe obligatoirement par une gestion du foncier économique beaucoup plus maîtrisée que jusqu'à présent. Le gouvernement et les élus locaux en ont pris conscience.

- Nouvelles pratiques :

Et si les entreprises se densifiaient ou n'étaient plus propriétaires de leurs sols ? Ce sont les idées développées depuis dix ans par la communauté d'agglomération de Rochefort océan, avant même les contraintes du zéro artificialisation nette (ZAN).

- Fin de partie :

Depuis des années, le nord de l'agglomération orléanaise est le terrain de jeu des plateformes logistiques, grignotant sans compter les terres agricoles de la Beauce. Récit d'un retour douloureux à la réalité de la sobriété pour les élus locaux.

Les collectivités font un pas vers les piétons

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 26/06/2023, n° 2671, p. 42-44

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40838517>

POURQUOI ?

Développer la marche en ville contribue à apaiser l'espace public, à lutter contre la sédentarité et à améliorer la qualité de l'air, grâce à la réduction du trafic automobile.

POUR QUI ?

Le piéton est « pluriel », du parent avec une poussette à l'adulte pressé, en passant par l'enfant, la personne âgée, le joggeur, le déficient visuel ou le touriste.

COMMENT ?

Sanctuariser le trottoir, créer des itinéraires continus, etc., les recettes sont multiples pour promouvoir la marche dans l'espace public.

Le ministère met en ligne un "guide de l'aménagement durable" pour des territoires sobres, résilients et inclusifs / BUONO Emilie

Aef.info, 22/06/2023

<https://www.aefinfo.fr/depeche/694198>

Le ministère de la Transition écologique a mis en ligne mardi 20 juin un guide destiné à "tous les porteurs de projets désireux d'entrer dans une approche vertueuse d'aménagement durable". Le document, qui s'appuie sur les 20 engagements du référentiel de la démarche Écoquartiers, recense des solutions "concrètes et contextualisées" pour répondre aux défis de la ville durable sur l'ensemble des territoires, explique la DGALN. À savoir "sobriété dans la consommation des ressources et de l'énergie ; résilience face au changement climatique ; inclusion et création de valeur sur les territoires".

<https://www.ecologie.gouv.fr/file/52106/download>

[☞ Retour sommaire](#)

La côte ouest perd le nord / FORRAY Jean-Baptiste, GERBEAU Delphine

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 19/06/2023, n° 2670, p. 36-42

<https://www.lagazettedescommunes.com/873613/la-cote-ouest-perd-le-nord/?abo=1>

De Saint-Jean-de-Luz à Saint-Malo, le boom des prix de l'immobilier empêche des natifs de vivre et travailler au pays. Une flambée qui suscite un vent de colère.

Le dispositif expérimental d'encadrement des loyers de l'article 140 de la loi ELAN / ALAIMO Anthony

Actualité Juridique. Collectivités Territoriales, 06/2023, n° 6, p. 344-348

L'encadrement des loyers mis en place par la loi ALUR -dont il était pourtant l'une des mesures phares- a connu une existence brève, car notablement contrariée par les juges constitutionnel puis administratif. C'est donc sans susciter l'étonnement que la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement de l'aménagement et du numérique, dite loi ELAN, l'a remplacé par un "dispositif expérimental d'encadrement des loyers".

Certains principes de base du dispositif issu de la loi ALUR ont été repris, et particulièrement le triptyque loyer de référence/loyer de référence minoré/loyer de référence majoré, ou encore le complément de loyer. Quatre ans et demi après la parution de la version initiale du texte, son application est bien appréhendée des praticiens. . . mais donne lieu à des résultats de terrain contrastés.

Sarah Dubeaux : « Il est urgent d'avoir un ZAN compréhensible et cohérent »

Lettre du cadre territorial (la), 06/2023, n° 569, p. 14-16

<https://www.lettreducadre.fr/article/sarah-dubeaux-il-est-urgent-d-avoir-un-zan-comprehensible-et->

Les habitudes de bétonnage ont la peau dure. En témoignent les réactions des élus ruraux qui veulent à tout prix préserver leur « capacité de développement ». Sarah Dubeaux du Lifti nous offre une lecture alternative de l'avenir qui bat en brèche les idées reçues sur le futur des territoires. Une vision essentielle si vous voulez tout comprendre au ZAN.

Ça plante partout ! [Dossier]

Lettre du cadre territorial (la), 06/2023, n° 569, p. 30-36

<https://www.lettreducadre.fr/article/ca-plante-partout.53653>

En ceintures ou dans les centres, les fruits et légumes font leur grand retour dans nos villes. Des blettes et des carottes sur les ronds-points, des pommiers et des noisetiers derrière les périphériques, des parkings abandonnés ou des toits de HLM transformés en jardin de cocagne. Bref : ça plante partout ! Pour les communes qui se livrent à cette reconquête de l'espace public par la pleine terre, la visée nourricière est bien souvent secondaire. Conscientes en effet que ces micro-productions urbaines arrachées au béton ne pourront pas nourrir leurs habitants, ces communes mesurent en revanche pleinement leur impact sur la vie des citoyens tout comme celui sur la biodiversité locale. Planter des fruits et légumes en ville, c'est avant tout (re-)créer du lien avec le vivant mais aussi entre les habitants.

Concilier réindustrialisation et transition écologique

Intercommunalités, 06/2023, n° 283, p. 22-23

<https://www.intercommunalites.fr/publications/zan-la-sobriete-fonciere-au-service-du-projet-de>

Le gouvernement français prépare un projet de loi visant à dynamiser l'industrie verte et à favoriser la transition écologique.

Intercommunalités de France a fait part de ses propositions pour ouvrir des usines, réhabiliter les friches et mettre à disposition des terrains propices à l'implantation d'activités industrielles.

ZAN : la sobriété foncière au service du projet de territoire [Dossier]

Intercommunalités, 06/2023, n° 283, p. 8-19

<https://www.intercommunalites.fr/publications/zan-la-sobriete-fonciere-au-service-du-projet-de>

Le ZAN (zéro artificialisation nette) permet de renouveler à la fois la conception et la pratique du développement urbain en redonnant une place stratégique aux élus et à l'intervention publique. Une nouvelle approche qui nécessite une acculturation progressive de l'ensemble des acteurs du développement local.

[↩ Retour sommaire](#)

Des opportunités de financements européens pour la mobilité urbaine

Lettre du cadre territorial (la), 06/2023, n° 569, p. 40-42

<https://www.lettreducadre.fr/article/mobilite-urbaine-opportunités-de-financements-europeens->

La mobilité urbaine, un casse-tête qui revêt des facettes multiples : congestion, qualité de l'air, nouveaux modes de transport, livraison, marchabilité, accessibilité, etc. Des villes ont choisi de résoudre ces questions grâce aux projets européens : une manne financière, mais aussi l'échange d'expertise et le bon réseau pour avancer plus vite. Différentes options : se faire cofinancer un projet en solo ou intégrer des projets plus larges.

Aménagement : préserver le foncier productif agricole / KIS Martine

Maires de France, 06/2023, n° 413, p. 36-37

Pour garantir la souveraineté alimentaire, des collectivités se mobilisent pour lutter contre l'accaparement et l'artificialisation des terres.

Culture



Reims s'engage pour diffuser la culture auprès des scolaires / FERNANDEZ Agnès

Localtis.info, 15/06/2023

<https://www.banquedesterritoires.fr/reims-sengage-pour-diffuser-la-culture-aupres-des-scolaires-51>

La ville de Reims a fait de l'éducation artistique et culturelle un axe fondamental de son action auprès des jeunes de 3 à 18 ans. Tous les établissements scolaires peuvent développer des actions et/ou des itinéraires culturels avec leurs élèves. Et ça marche !

<https://www.reims.fr/la-culture-a-reims/education-artistique-et-culturelle/les-itineraires->

https://www.reims.fr/fileadmin/reims/MEDIA/Presse/2022-10-06_CP_VDR_EAC.pdf

Le Quai d'Orsay dévoile une nouvelle version de sa bibliothèque diplomatique numérique / TEXIER Bruno

Archimag.com, 15/06/2023

<https://www.archimag.com/bibliotheque-edition/2023/06/15/quai-orsay-lance-nouvelle-version->

Le ministère des Affaires étrangères propose d'accéder à son patrimoine documentaire via un nouveau portail développé en partenariat avec la Bibliothèque nationale de France.

<https://bibliotheque-numerique.diplomatie.gouv.fr/meae/>

Les routes des paysages culturels alimentaires [Dossier]

Pour, 05/2023, n° 245, p. 57-404

<https://www.cairn.info/revue-pour-2023-1.htm>

"La thématique abordée dans ce dossier allie plusieurs notions clefs qui puisent dans la discipline géographique – entre géographie des transports, géographie économique, géographie agricole et alimentaire, géographie culturelle et patrimoniale – mais aussi dans l'histoire ou encore dans les approches économiques. Chacun des termes est d'ailleurs polyphonique, comprenant des acceptions multiples qui ont de surcroît pu varier dans le temps ; ainsi, le mot route, un temps délaissé, est revenu sur le devant de la scène avec de « nouvelles routes », à l'image de la « nouvelle route de la soie ». Longtemps renvoyée à son acception d'infrastructure de transport, tant terrestre que maritime voire aérienne, permettant les flux de marchandises, le terme a connu une nouvelle signification avec la notion de « routes culturelles » institutionnalisée par l'Unesco. . ." (Extrait de l'introduction par Monique Poulot et François Legouy)

[Retour sommaire](#)

Droit public/Citoyenneté/Institutions/Collectivités territoriales/Achats publics



Commande publique : Exit les additifs et les produits ultra-transformés

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 26/06/2023, n° 2671, p. 51

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40838538>

Nouvelle-Aquitaine 5,99 millions d'hab.

Le logiciel Occena permet, dans le cadre d'un marché public, d'évaluer la qualité des propriétés nutritionnelles et sanitaires des produits.



Les habitants aux manettes de l'aménagement du village

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 26/06/2023, n° 2671, p. 46

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40838521>

Les Mesnuls (Yvelines) 880 hab.

Une concertation a permis de repenser le centre-bourg. Premier projet concrétisé : un terrain multi sport.

L'évaluation des politiques publiques devient incontournable / PERRIER Nathalie

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 19/06/2023, n° 2670, p. 44-46

<https://www.lagazettedescommunes.com/873463>

L'évaluation doit permettre de mieux ajuster les politiques publiques et, in fine, d'améliorer le service rendu aux administrés. Si elle reste majoritairement le fait des régions, l'évaluation gagne progressivement d'autres strates. Les collectivités font appel à des cabinets extérieurs pour mener leurs évaluations, mais réalisent aussi certaines d'entre elles en interne.

Participation citoyenne : La réponse à la crise démocratique ? [Dossier]

Courrier des maires et des élus locaux (Ie), 06/2023, n° 371, p. 27-56

A l'heure de dresser leur bilan de mi-mandat, les maires vont notamment faire celui de leur action invitant leurs administrés à participer à la décision publique locale. Une demande citoyenne croissante à mettre en parallèle avec une contestation des institutions et une abstention tout aussi grandissantes. . .

Pour mesurer le degré de maturité de cette coconstruction de l'action publique avec les citoyens, ce numéro du "Courrier des maires" conjugue deux approches complémentaires : d'abord réaliser un bilan le plus objectif et précis possible de ces quelque 60 listes participatives élues il y a trois ans. Puis observer sur le terrain les dispositifs de démocratie participative mis en place par les autres édiles, en en relevant les avancées comme les failles. Un impératif pour rendre la participation citoyenne véritablement effective.

"La décentralisation est menée sans aucun lien avec la crise démocratique"

Courrier des maires et des élus locaux (Ie), 06/2023, n° 371, p. 16-18

Entretien avec Vincent Aubelle, professeur associé en droit public à l'université Gustave-Eiffel.

[Retour sommaire](#)

Economie

L'économie française de 2020 à 2022 : bilan macroéconomique de trois années tourmentées / CARNOT Nicolas, LAURENT Thomas, Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques INSEE, 13/06/2023

<https://blog.insee.fr/france-bilan-macroeconomique-de-3-annees-tourmentees/>

L'économie française a subi plusieurs « chocs », en partie liés entre eux, de 2020 à 2022. Quelles en ont été les conséquences sur les revenus et la situation financière des différents agents économiques que sont les ménages, les sociétés et les administrations ? Après correction de l'évolution des prix et de la croissance de la population, le revenu national a reculé entre 2019 et 2022. Pour autant, les ménages, pris dans leur ensemble, ont été relativement préservés avec un pouvoir d'achat de leur revenu qui a très légèrement augmenté sur la période. La dépense a augmenté davantage que le revenu, stimulée par une consommation dynamique et un investissement qui est resté soutenu tant que les taux d'intérêt étaient bas. En conséquence la capacité de financement de la nation s'est fortement dégradée. Cela se traduit par un retour des « déficits jumeaux », le déficit public et le déficit du commerce extérieur.

Emploi/Formation

Au printemps de la formation, présentiel et distanciel dialoguent

Info formation (I'), 15/06/2023, n° 1056, p. 26-27

Quelles tendances de fond en matière de formation professionnelle ? Telle était la thématique du webinaire organisé par la société Unow, spécialiste en digital learning, dans le cadre de la 4e édition de son Printemps.

France Travail : quelle place pour les acteurs locaux de l'emploi ? / STROESSER Emmanuelle

Maires de France, 06/2023, n° 413, p. 10-11

Ce guichet unique des demandeurs d'emploi et des employeurs sera créé en 2024. Le rôle des communes et des missions locales reste à définir.

La validation des acquis de l'expérience "inversée" entre en piste / DURAND Estelle

Info formation (I'), 15/06/2023, n° 1056, p. 2-3

Carole Grandjean, ministre déléguée à l'Enseignement supérieur et à la formation professionnelle a donné le coup d'envoi du déploiement, à titre expérimental, d'un dispositif associant contrat de professionnalisation, actions de formation en situation de travail et validation des acquis de l'expérience. Cette nouvelle approche vise à répondre aux tensions de recrutement et à faciliter les reconversions ?



L'intelligence collective au service d'un projet, mode d'emploi / FERNANDEZ RODRIGUEZ

Laura

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 19/06/2023, n° 2670, p. 31

<https://www.lagazettedescommunes.com/872069>

Des agents publics porteurs de projet ont été formés à de nouvelles méthodes basées sur l'intelligence collective.

Formation : la revanche des jeux pédagogiques en présentiel, 30/05/2023

<https://blog.orsys.fr/les-carnets/index.php/2023/05/30/formation-la-revanche-des-jeux-pedagogiques->

L'utilisation de jeux pédagogiques lors des formations présentielles connaît un succès grandissant ! Le besoin de retrouver une proximité et de l'interactivité avec l'entourage professionnel y est pour beaucoup. Mais, ce succès s'explique aussi par une offre plus diversifiée et une qualité en hausse. Tour d'horizon avec Arnaud Barrès, game designer.

[↩ Retour sommaire](#)

Finances publiques/Gestion locale

La méfiance des collectivités face à la main tendue par Bercy / NEAU Cédric, GASPAR Romain, CHEREL MARINE Yann

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 26/06/2023, p. 6-8

<https://www.lagazettedescommunes.com/873858>

Au lendemain des Assises des finances publiques, retour sur cinq mois de négociations qui ont notamment mené au claquage de porte des membres réunis dans Territoires Unis. Les associations d'élus se divisent sur la bonne stratégie à adopter face à la volonté du gouvernement d'intégrer les collectivités à la revue des dépenses menée par Bercy.

Collectivités et transitions écologique et énergétique : comment bien investir ? / FORTIN Frédéric
Localtis.info, 20/06/2023

<https://www.banquedesterritoires.fr/collectivites-et-transitions-ecologique-et-energetique-comment->

Lors d'une rencontre organisée par Intercommunalités de France et la Banque des Territoires ce 20 juin, l'attention des collectivités a notamment été attirée sur la nécessité d'investir sur de longues durées, pour ne pas obérer leurs capacités d'investissement. Avec d'autant moins d'appréhension que ces investissements bénéficieront pour partie aux générations futures.

<https://www.banquedesterritoires.fr/sites/default/files/2022-10/Livret%20Intercommunalit>

Organiser le contrôle interne dans le cadre de la compliance / DYENS Samuel, ROTIVEL Julia
Gazette des communes, des départements, des régions (la), 19/06/2023, n° 2670, p. 64-65

<https://www.lagazettedescommunes.com/872418>

Les gestionnaires publics doivent avoir conscience que la mise en œuvre de procédures de contrôle interne est une nécessité de bonne gestion, mais aussi un impératif juridique. L'expérience révèle que le contrôle interne vise au moins autant à prévenir les risques de transgression que d'en permettre la seule répression. Une politique de prévention et de management des risques ne peut pleinement produire ses effets que si elle s'adosse à une cartographie des risques.

Des finances locales en trompe-l'œil en 2022 selon l'OFGL / NEAU Cédric

Lagazettedescommunes.com – Club Finances, 14/06/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/872540>

Le président du Comité de finances locales, André Laignel, a présenté le dernier rapport de l'OFGL sur les finances locales 2022 mardi 13 juin. Il l'a comparé au célèbre tableau de Jérôme Bosch « le jardin des délices » qui dépeint « un paysage en harmonie de loin, mais devient sombre dès qu'on se rapproche ». Le niveau de l'investissement local en est une illustration.

<https://www.lagazettedescommunes.com/telechargements/2023/06/pre-rapport-ofgl-2023.pdf>

Normes et mesures financières imposées aux collectivités : comment desserrer l'étau ? / BEUREY Thomas

Banquedesterritoires.fr, 13/06/2023

<https://www.banquedesterritoires.fr/normes-et-mesures-financieres-imposees-aux-collectivites>

La capacité d'action des collectivités et de leurs élus semble de plus en plus contrainte et soumise à de fortes incertitudes, selon une mission d'information du Sénat qui a analysé les conséquences des décisions budgétaires et réglementaires de l'Etat dans cette évolution. Elle formule dix propositions pour "mieux mesurer et limiter l'impact" de ces décisions sur les finances locales.

Des opportunités de financements européens pour la mobilité urbaine

Lettre du cadre territorial (la), 06/2023, n° 569, p. 40-42

<https://www.lettreducadre.fr/article/mobilite-urbaine-opportunités-de-financements-europeens->

La mobilité urbaine, un casse-tête qui revêt des facettes multiples : congestion, qualité de l'air, nouveaux modes de transport, livraison, marchabilité, accessibilité, etc. Des villes ont choisi de résoudre ces questions grâce aux projets européens : une manne financière, mais aussi l'échange d'expertise et le bon réseau pour avancer plus vite. Différentes options : se faire cofinancer un projet en solo ou intégrer des projets plus larges.

[↩ Retour sommaire](#)

Responsabilité financière des gestionnaires publics au lendemain de la mise en oeuvre de l'ordonnance du 23 mars 2022 [Dossier]

Actualité Juridique. Collectivités Territoriales, 06/2023, n° 6, p. 325-343

Au sommaire :

- Un régime de responsabilité unifié : la Cour des comptes, juge des ordonnateurs et des comptables publics par Christophe Pierucci
- Quid des élus locaux ? par Mathieu Houser
- Impact de la réforme de la responsabilité des gestionnaires publics : les élus locaux doivent-ils s'inquiéter ? Entretien avec Guillaume Robert
- Les infractions sanctionnables par la Cour des comptes par Stéphanie Damarey
- Focus sur la faute grave ayant entraîné un préjudice financier significatif par Stéphanie Damarey

Fonction publique/Statut

Le cadre d'emploi des attachés territoriaux (10 questions) / SOYKURT Sophie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 26/06/2023, n° 2671, p. 32-33

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40838491>

Présentation en dix questions du cadre d'emploi des attachés territoriaux : structure, missions, accès, rémunération.

La force majeure fait-elle obstacle à la règle de service fait ? / LAHARY Tancrede

Actualité Juridique. Droit Administratif, 26/06/2023, n° 22/2023, p. 1190-1192

Le tribunal administratif de Paris juge à propos d'un fonctionnaire qui se prévaut d'un cas de force majeure pour justifier l'absence de service, fait générant une retenue sur traitement, que la force majeure ne peut être invoquée pour déroger à la règle du service fait. Le moyen est donc inopérant à l'encontre d'une décision de retenue sur traitement.

Tribunal administratif de Paris, 31 octobre 2022, n° 2221402

Régime indemnitaire. Quelles actualités pour le Rifseep en 2023 ? / ARMAND Pauline

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 19/06/2023, n° 2670, p. 62-63

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40827787>

Les contractuels peuvent être exclus du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (Rifseep). Il peut être prévu un maintien de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) perçue antérieurement en cas de changement de fonctions. Le complément indemnitaire annuel (CIA) tient compte de la manière de servir et de l'engagement professionnel, mais aussi, sous certaines conditions, de l'assiduité de l'agent.

Les obligations des agents territoriaux (10 questions) / SOYKURT Sophie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 19/06/2023, p. 34-35

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40827707>

- Devoir de réserve

Les fonctionnaires doivent s'exprimer avec une certaine retenue même en dehors de leur service.

- Obéissance

Le devoir d'obéissance s'impose, sauf dans le cas où l'ordre donné est manifestement illégal et de nature à compromettre gravement un intérêt public.

- Sanctions

Le non-respect de l'une ou l'autre de ses obligations expose l'agent à une sanction disciplinaire, voire également à une sanction pénale.

RIFSEEP : les mêmes règles pour les contractuels et les titulaires ?

Lettre du cadre territorial (la), 06/2023, n° 569, p. 70-72

<https://www.conseil-etat.fr/fr/arianeweb/CE/decision/2022-04-12/452547>

Le Conseil d'Etat a longtemps considéré que le principe d'égalité de traitement dans la Fonction Publique n'était pas absolu, le limitant aux fonctionnaires d'un même corps ou cadre d'emplois. Mais les choses évoluent, comme le démontre un récent arrêt.

[☞ Retour sommaire](#)

Attractivité du métier de secrétaire de mairie - Faire de la fonction de secrétaire de mairie un véritable métier ! / DI FOLCO Catherine, VIAL Cédric, DURAIN Jérôme
Sénat, 01/06/2023, 65 p.

<https://www.senat.fr/notice-rapport/2022/r22-676-notice.html>

Occupant un poste clef dans les mairies des communes de moins de 2 000 habitants, les secrétaires de mairie sont près de 23 000 et occupent des fonctions très éloignées de ce que laisserait à penser l'intitulé de leur titre. Véritables couteaux suisses de nos communes, les secrétaires de mairie épaulent le maire au quotidien et doivent faire preuve d'une extrême polyvalence pour répondre à une diversité de demandes. Pourtant, leurs missions sont de plus en plus complexes et difficiles à remplir, les vocations manquent.

Face à la méconnaissance de ces fonctions et aux inquiétudes qui les environnent, ce rapport d'information de la délégation aux collectivités territoriale et à la décentralisation dévoile la réalité de cette profession et présente une vision d'avenir pour ce métier.

Afin de répondre aux défis de l'emploi le plus en tension de la fonction publique territoriale, les recommandations avancées dans ce rapport constituent des mesures d'exception, justifiées par l'urgence de la situation. Car les difficultés auxquelles sont confrontées les communes ne feront, selon toute vraisemblance, que s'accroître dans les années à venir. Aussi est-il absolument fondamental de préserver, et même de renforcer, l'efficacité du couple « maire / secrétaire général de mairie », absolument essentiel au fonctionnement de nos communes.

Pour utiliser des témoignages anonymisés, mieux vaut soigner son dossier / LACOSTE Clémentine

Lettre du cadre territorial (la), 06/2023, n° 569, p. 66-68

<https://www.lettreducadre.fr/article/pour-utiliser-des-temoignages-anonymises-mieux-vaut-soigner>

Le Conseil d'État s'est prononcé en faveur de la possibilité pour une administration de ne se fonder que sur des témoignages anonymisés pour sanctionner un agent. Sans exonérer toutefois les personnes publiques employeurs de leurs efforts pour assurer la solidité du dossier disciplinaire, les droits de la défense ne doivent pas être oubliés.

Information/Communication/TIC

Service public - Pass numérique : les dessous d'un déploiement trop lent

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 26/06/2023, n° 2671, p. 14-15

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40838446>

Cinq ans après son lancement, le dispositif, destiné à l'accompagnement des personnes éloignées du numérique, atteint tout juste sa vitesse de croisière, sa mise en œuvre s'avérant plus que poussive. Seul hic : il n'est pas prévu de le prolonger au-delà de 2024.

SensCyber, la nouvelle formation qui sensibilise les agents à la sécurité informatique

Lagazettedescommunes.com, 20/06/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/873979/senscyber-la-nouvelle-formation-qui-sensibilise>

Nous avons testé pour vous le programme de sensibilisation à la cybersécurité lancé le 20 juin 2023 par le groupement d'intérêt public Cybermalveillance, une formation qui alterne vidéos, infographies et quizz ludiques.

La cybersécurité des collectivités : 50 questions

Courrier des maires et des élus locaux (le), 06/2023, n° 371 - Cahier n°2, 15 p.

- Définition et périmètre de la cybersécurité
- Maturité et vulnérabilité des collectivités
- Cadre réglementaire et accompagnement
- Les bonnes pratiques de cybersécurité
- Cyber-résilience : facteurs RH et services

[Retour sommaire](#)

Dix conseils pour assurer sa sécurité numérique

Maires de France, 06/2023, n° 413, p. 44-45

Comment éviter au maximum une attaque informatique ? Maires de France publie une fiche conseils rédigée par un groupement d'intérêt public Cybermalveillance.

Pour un numérique sobre, résilient, inclusif et créatif [Livrable]

Francevilledurable.fr, 04/05/2023

<https://francevilledurable.fr/2023/05/04/pour-un-numerique-sobre-resilient-inclusif-et-creatif-decouvrez>

Le numérique est désormais partout. Il a changé notre manière de consommer, de travailler, de nous informer, et même de nous soigner. Il est devenu le pivot de notre vie quotidienne, une prolongation de nous-même. Omniprésent dans le fonctionnement des infrastructures, il façonne l'ensemble de la société. Accélération de flux désormais quasi instantanés, dématérialisation et simplification des process, compilation d'un nombre infini de données rendues plus accessibles : certains y voient une révolution. Mais quel est l'impact environnemental et social du numérique ?

Webinaire "Accompagner les publics en fragilités numériques et linguistiques" / Association WeTakeCare, 04/2023, 67 mm

<https://www.youtube.com/watch?v=4OTUQYKzG3I>

"L'association WeTechCare agit auprès des aidants numériques, acteurs sociaux, opérateur de services essentiels et collectivités territoriales pour les aider dans leur accompagnement auprès des publics fragilisés par le développement du numérique.

Ce webinaire a présenté la plateforme "Les Bons Clics", qui rassemble plus de 60000 professionnels et bénévoles pour guider et former les acteurs qui interviennent auprès de ces publics." (in Inffo Formation, n° 1056, 15/06/2023)

Management/Ressources humaines

QVT et télétravail : savoir-faire et savoir-être indispensables

Myhappyjob.fr, 28/06/2023

<https://www.myhappyjob.fr/qvt-et-teletravail-savoir-faire-et-savoir-etre-indispensables/>

Les savoir-être (soft skills) et savoir-faire (hard-skills) sont essentiels à la réussite du télétravail, tant du côté du manager que du télétravailleur. Gestion d'équipe, leadership, autonomie, excellente communication et collaboration : elles sont nombreuses à être précieuses pour vous aider à améliorer votre qualité de vie au travail.

L'hyperconnexion, un phénomène massif aux conséquences inquiétantes / BROUCARET Fabienne

Courrier cadres, 28/06/2023

<http://courriercadres.com/management/lhyperconnexion-un-phenomene-massif-aux-consequences->

Surcharge mentale, fatigue chronique, manque de temps de récupération. . . Les conséquences de l'hyperconnexion sont nombreuses mais encore trop souvent sous-estimées. Alors que 30 % des salariés sont hyperconnectés, selon l'étude « Hyperconnexion : les dessous du mail » menée par Cog'X et Lecko, quelles bonnes pratiques mettre en place pour trouver un meilleur équilibre ? Que peuvent notamment faire les managers pour eux-mêmes et pour leurs équipes ? Comment réussir à déconnecter pendant les vacances d'été ? Découvrez les conseils de Paul Brazzotto, docteur en psychologie cognitive chez Cog'X.

En quoi l'hyperconnexion est un phénomène inquiétant ? Pourquoi s'en soucier individuellement, mais aussi collectivement au niveau de l'entreprise ?

<https://cogx.fr/2023/06/15/hyperconnexion-les-dessous-du-mail/>

[☞ Retour sommaire](#)



La santé menstruelle des agentes enfin prise en compte

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 26/06/2023, n° 2671, p. 26-28
<https://archives.lagazettedescommunes.com/40838484>

Instaurer un congé menstruel ou aménager le travail des femmes souffrant de règles incapacitantes sont les expérimentations que des collectivités ont lancées ou s'apprêtent à mener. Des propositions de loi ont aussi été déposées au Sénat et à l'Assemblée nationale.



Qualité de vie au travail : Des volontaires planchent sur les conditions d'exercice

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 26/06/2023, n° 2671, p. 31
<https://www.lagazettedescommunes.com/874361>

Le Grand-Quevilly, Seine-Maritime, 520 agents, 26 000 hab

La démarche "qualité de vie et conditions de travail" réunit des agents désireux de prendre part à plusieurs ateliers thématiques.

QVCT : des pistes pour sensiblement améliorer la qualité et les conditions de travail

Lesechos.fr, 22/06/2023

Alors que s'ouvre la vingtième édition de la Semaine pour la qualité de vie et des conditions de travail (QVCT), du 19 au 23 juin, tour d'horizon d'initiatives d'entreprises, depuis la prise en compte de la quête de sens jusqu'à la semaine de quatre jours.

Semaine de 4 jours : vrai progrès ou fausse bonne idée ?

Radio France. France culture, 22/06/2023, 40 mn

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/l-invite-e-des-matins/semaine-de-4-jours-vrai->

Doit-on adopter la semaine de quatre jours et passer aux 32h ? Si l'idée plaît, plusieurs spécialistes pointent le défi de réorganisation du travail dans nos sociétés que cela impose, et doutent de l'efficacité sociale et économique d'une telle mesure. . .

Et si, après tout, l'évaluation c'était cool ? / 27e Région, 20/06/2023

<https://www.la27eregion.fr/et-si-apres-tout-levaluation-cetait-cool/>

L'évaluation ? Une très bonne méthode d'innovation publique, mais qui se serait faite une très mauvaise réputation ! Reconnaissons-le, nous aimons bien cette discipline, mais surtout quand c'est pour les autres. . . Après avoir nous-mêmes souvent tourné autour du pot (une expérience de prospective créative sur l'évaluation, des réflexions avec notre communauté, un projet de CIFRE annulé en cours de route), à la 27e Région nous sommes peut-être en train de redécouvrir, un peu penauds, en quoi l'évaluation pourrait nous être très utile à l'avenir. On vous explique pourquoi et comment.



Des candidats attirés par la découverte des missions in situ / PARNAUDEAU Maud

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 19/06/2023, n° 2670, p. 33

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40827702>

En vue d'engager un agent d'exploitation de station d'épuration, la Communauté de communes de la Beauce Loirétaine (Loiret) a proposé à des volontaires deux matinées d'information avec l'équipe en place

Quand les collectivités misent sur le travail d'intérêt général / PARNAUDEAU Maud

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 19/06/2023, n° 2670, p. 28-29

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40827694>

D'utilité sociale, l'accueil en collectivité de personnes condamnées à des travaux d'intérêt général est aussi un moyen de donner du sens aux missions des agents et. . . de recruter. Une circulaire du 1er juin 2023 liste plusieurs orientations de développement du TIG qui concernent les collectivités.

<https://www.justice.gouv.fr/sites/default/files/2023-06/JUSK2314650C.pdf>

[Retour sommaire](#)

Désengagement des salariés : mythe ou réalité ? [Vidéo]

BSmart, 17/06/2023, 30 mn 08

<https://www.bsmart.fr/video/20540-smart-work-emission-17-juin-2023>

La question est sur toutes les lèvres. Celles des RH en tout cas. Comment réenchanter la relation des salariés à leur entreprise ? La transformation déjà bien engagée de nos rapports au travail semble s'être accélérée avec l'arrivée des jeunes générations sur le marché du travail. Nouveaux codes, nouvelles règles, nouvelles attentes : il est parfois difficile de faire la différence entre désengagement et nouveaux comportements. Entretien avec Christophe Nguyen, président, Empreinte Humaine et psychologue du travail et des organisations, Amélie Favre-Guittet, Présidente de Talent Management Group et Caroline Haquet, la DRH du Groupe Manutan.

Et si vous changiez de regard sur le stress pour mieux l'apprivoiser ? / BROUCARET Fabienne

Courrier cadres, 14/06/2023

<http://courriercadres.com/management/gestion-du-stress/et-si-vous-changiez-de-regard-sur-le-stress->

On estime qu'environ 1 employé sur 4 souffre d'hyperstress, c'est-à-dire d'un stress chronique qui affecte la santé physique et mentale. Comment réduire le stress dans nos journées de travail ? Découvrez les regards croisés de 5 personnalités présentes lors de l'événement « Better at stress » organisé par la start-up moka.care.

Recrutement : quelle est la part d'intuition dans le choix des recruteurs ?

Culture-rh.com, 06/06/2023

<https://culture-rh.com/recrutement-intuition-biais-cognitifs/>

Le recrutement est-il une question de raison pure ou d'intuition ? Les recruteurs font-ils plus appel à des critères objectifs ou subjectifs pour choisir les candidats ? Et quid de la prise de conscience d'éventuels biais cognitifs ?

Comment faire une to-do list ? Comment l'utiliser ? / GRANGER Laurent

Manager-go.com, 02/06/2023

<https://www.manager-go.com/efficacite-professionnelle/dossiers-methodes/to-do-list>

Si vous vous sentez dépassé par le nombre de tâches que vous avez à accomplir et que vous ne parvenez plus à établir des priorités, il est temps de penser à faire une to-do list. Nous vous proposons une trame pour construire votre propre outil de gestion de tâches.

Entretien avec Rémi Araud, auteur du livre "Ce sera le manager, histoires et anecdotes pour repenser votre vie de manager"

Lettre du cadre territorial (la), 06/2023, n° 569, p. 60-61

<https://www.lettreducadre.fr/article/repenser-sa-vie-de-manager.53562>

Souvent débordé par votre quotidien opérationnel, vous avez peu l'occasion de prendre du recul sur votre activité. Ce livre propose trente-quatre histoires et anecdotes vécues vous invitant à penser et repenser votre vie de manager. L'auteur vous propose de faire un pas de côté pour analyser avec humour les grandes thématiques du management dans leurs aspects les plus concrets.

Claire Edey Gamassou : « Le soutien des supérieurs est primordial dans l'effet sur la santé, le bien-être ou la fatigue des agents »

Lettre du cadre territorial (la), 06/2023, n° 569, p. 56-59

<https://www.lettreducadre.fr/article/claire-edey-gamassou-le-soutien-des-superieurs-est-primordial->

Une question individuelle le burn-out ? Il renvoie certes à la manière dont une personne peut affronter le travail, aux symptômes, à la résistance et au soin. Mais attention, nous prévient la chercheuse Claire Edey Gamassou : toute approche qui n'envisagerait pas une dimension systémique nous interdirait de prendre la mesure du problème.

Devenir un manager "climat friendly" / DE SAINTIGNON Charlotte

Management, 06/2023, n° 309, p. 56-58

Près de 80% des salariés préféreraient travailler dans une boîte en adéquation avec les défis climatiques. En première ligne, les managers ont un vrai rôle à jouer pour mobiliser leurs équipes sur le sujet. Mode d'emploi.

[Retour sommaire](#)

Comment rendre les consignes de travail plus cohérentes ? [Podcast], 30/05/2023, 9 mn 50
<https://www.harmonie-mutuelle.fr/entreprises/actualites/consignes-travail-coherentes?>

Les managers doivent aujourd'hui s'organiser différemment avec des équipes en présentiel et en distanciel. Mais ce nouveau mode de travail, s'il est mal cadré, peut avoir un impact réel sur le stress et la charge de travail des salariés. Voici pourquoi beaucoup de collaborateurs demandent à recevoir des consignes de travail plus cohérentes.

Mais comment les rendre plus compréhensibles dans ce monde volatil et incertain ? Le point avec Christophe Nguyen, psychologue du travail et président du cabinet Empreinte humaine, spécialisé dans la qualité de vie au travail.

Du doute en matière de management

lettreducadre.fr, 22/05/2023

<https://www.lettreducadre.fr/article/du-doute-en-matiere-de-management.53627>

Un manager, c'est fort, ça ne se pose pas de question. Ben si. Au contraire même, si la prise en compte de l'incertitude était une qualité majeure des personnes qui veulent encadrer efficacement ?

Outre-Mer

Dans les outre-mer, s'adapter pour survivre

Lemonde.fr, 27/06/2023

<https://www.lemonde.fr/planete/visuel/2023/06/27/dans-les-outre-mer-s-adapter-pour-survivre>

Les 12 départements, régions ou collectivités d'outre-mer sont les zones françaises les plus exposées au changement climatique. Ces territoires offrent à la France une présence dans l'ensemble des océans et la deuxième zone économique exclusive au monde (11 millions de km²). Ils ne représentent que 22 % du territoire national, mais plus de 70 % du littoral et 80 % de la biodiversité, avec des écosystèmes fragiles.

Leurs 2,2 millions d'habitants se concentrent le long des littoraux, où les basses altitudes et la forte artificialisation du sol sont génératrices de risques. Leurs économies reposent sur des activités sensibles aux variations du climat ou de la météo.

Eloignés de la métropole, ces lieux isolés sont aussi dispersés géographiquement : une situation qui accroît leur vulnérabilité et peut s'aggraver en cas de phénomène météorologique extrême.

Car ces territoires sont pour la plupart situés dans la zone intertropicale, ce qui les expose au passage régulier des dépressions et des cyclones, les rendant vulnérables au cumul de plusieurs aléas météo-marins.

« Le Monde » a choisi d'enquêter dans trois territoires emblématiques de ces défis de l'adaptation : la Guadeloupe, cet « écrin » frappé par les extrêmes climatiques, l'archipel des Tuamotu, où se profile le spectre de la disparition des îles ; et Ouvéa, ce paradis progressivement grignoté par l'océan.

Aux Antilles, l'emballlement de la criminalité inquiète les autorités locales

Lemonde.fr, 22/06/2023

<https://www.lemonde.fr/politique/article/2023/06/22/aux-antilles-l-emballlement>

Fusillades, règlements de compte, agressions : les violences sont légion à la Guadeloupe et la Martinique, qui subissent une recrudescence de l'insécurité. Les élus des deux départements réclament plus de moyens pour endiguer la progression des trafics d'armes ou de drogues.

Finances locales : 12 communes des Outre-mer retenues dans le cadre des « contrats de redressement outre-mer » pour améliorer leurs finances et leur gestion

Outremers360.com, 15/06/2023

<https://outremers360.com/bassin-atlantique-appli/finances-locales-12-communes-des-outre-mer>

Le ministre de l'Intérieur et des Outre-mer Gérald Darmanin et le ministre délégué chargé des Outre-mer Jean-François Carenco ont décidé de renforcer l'aide de l'État aux communes ultramarines en difficulté financière, à travers les contrats de redressement outre-mer (COROM). Suite à un appel à projets lancé le 16 février dernier, 12 nouvelles communes ultramarines vont bénéficier de l'assistance technique et de la subvention financière leur permettant de faire face à leur situation dégradée.

[↩ Retour sommaire](#)

L'outre-mer, objet de toutes les attentions / FORTIN Frédéric

Localtis.info, 15/06/2023

<https://www.banquedesterritoires.fr/loutre-mer-objet-de-toutes-les-attentions>

Alors que les prix flambent outre-mer, et notamment ceux des transports, le gouvernement proposera une réforme de l'octroi de mer ainsi qu'une réforme des dispositifs de Ladom lors du comité interministériel des outre-mer qui devrait se tenir le 3 juillet prochain. L'Assemblée nationale vient, elle, de voter en première lecture le renforcement du principe de continuité territoriale et les députés européens invitent Commission européenne et États membres à mieux prendre en compte les régions ultrapériphériques.

La recherche face aux défis des territoires ultramarins / Centre National de la Recherche Scientifique, 14/06/2023

<https://www.cnrs.fr/fr/cnrsinfo/la-recherche-face-aux-defis-des-territoires-ultramarins>

Entre belles réussites et ambitions, le CNRS souhaite développer son action au sein de la France ultramarine pour répondre aux enjeux géostratégiques majeurs de ces territoires. L'organisme dévoile sa feuille de route.

Sciences Humaines/Société

François de Singly : La famille à l'épreuve de l'individualisme

Sciences humaines, 07/2023, n° 360, p. 24-28

Conjugale, recomposée, homoparentale, monoparentale... Les configurations familiales sont devenues multiples. La pluralité de ces formes n'exclut pas de nouvelles tensions pour répondre aux revendications de chacun d'être « libres ensemble ».

Épisode 81 : Adaptation - Série « Les termes du débat » -

France culture, 23/06/2023

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-temps-du-debat/adaptation-7197274>

De la lutte contre le changement climatique au mouvement me too, l'adaptation est devenue une consigne permanente, permettant de surmonter les crises ou d'entériner des révolutions. Se résigner, comprendre ou transformer : que signifie réellement s'adapter ? Constitue-t-il une nouvelle injonction ?

Dans le cadre de la journée spéciale de France Culture « Entre générations », nous avons choisi d'approcher un thème qui a servi souvent aux générations différentes à se montrer du doigt, adaptation.

Les transformations sociales et culturelles rapides que connaît le monde depuis deux décennies ont bouleversé les anciens codes et les anciennes règles au point que ce terme est rentré dans l'usage commun.

Mais doit-on s'adapter au réchauffement climatique comme on s'est adapté à la mondialisation économique ?

Et qui doit s'adapter ? Les plus jeunes ? Les plus âgés ? Les femmes ? Les hommes ?

Pour en débattre, Emmanuel Laurentin reçoit Vivian Dépoues, économiste, chef de projet "adaptation aux changements climatiques" au sein de l'Institut de l'Économie pour le Climat (I4CE) ; Cornelia Möser, philosophe, chercheuse au CNRS et membre de l'équipe Genre, Travail, Mobilités (Cresppa) ; Barbara Stiegler, professeure de philosophie politique à l'université de Bordeaux-Montaigne.

[☞ Retour sommaire](#)

Sécurité civile et publique



Avec son poste mobile, la police municipale mise sur la proximité / MORUZZI Géraud

Parisien (le), 25/06/2023, p. II

<https://www.leparisien.fr/val-de-marne-94/alfortville-avec-son-nouveau-poste-mobile-la-police->

Être présent au plus près des habitants, recueillir leurs demandes, et ainsi agir plus rapidement quand un problème se pose. Le nouveau fourgon aménagé, voué à accueillir tant des policiers municipaux que nationaux, répond à plusieurs objectifs.



La seule permanence en langue des signes dédiée aux personnes sourdes et malentendantes créée par la police municipale de Saint-Quentin

Francetvinfo.fr, 22/06/2023

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/hauts-de-france/aisne/saint-quentin/la-seule-permanence-en>

La police municipale de Saint-Quentin, dans l'Aisne, a mis en place une permanence en langue des signes pour répondre aux demandes des personnes sourdes et malentendantes. Le service, ouvert le 7 juin dernier, est une première pour une police municipale sur le territoire national.

Habitat indigne : un guide, une mission et un réseau pour donner aux maires les moyens d'agir / REINHART Caroline

Maire-info.com, 21/06/2023

<https://www.maire-info.com/article.asp?param=27640>

Hier ont eu lieu les rencontres de l'AMF dédiées à la lutte contre l'habitat indigne, autour de deux tables rondes associant maires, services de l'État et agences dédiées. Un nouveau guide pratique intégrant le cadre juridique récent de l'habitat indigne est à dispositions des élus. En attendant les conclusions d'une mission spécifique à la rentrée.

<https://www.amf.asso.fr/documents--maire-president-dintercommunalite-la-lutte-contre>



Des collégiens préparés au risque d'inondation / BRUNET Valérie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 19/06/2023, n° 2670, p. 49

<https://www.lagazettedescommunes.com/872438>

Gironde 1,62 million d'hab

Le département sensibilise ses collégiens à la gestion des inondations en impliquant les équipes pédagogiques.

Loi « sécurité globale » : comment les lobbys ont voulu peser sur les prérogatives des polices municipales

Courrier des maires et des élus locaux (le), 06/06/2023

<https://www.courrierdesmaires.fr/article/loi-securite-globale-comment-les-lobbys-ont-voulu-peser-sur>

En publiant ce 6 juin son étude sur le lobbying autour de la loi « sécurité globale » du 25 mai 2021, la Haute autorité pour la transparence de la vie publique donne à voir la manière dont plusieurs entreprises du secteur - ou d'autres secteurs intéressés par l'objet de la loi-, ont tenté d'influer sur le texte, et notamment sur les pouvoirs et moyens octroyés aux polices municipales.

<https://www.hatvp.fr/lobbying/actualites/le-lobbying-autour-de-la-loi-securite-globale/>

Les polices de la circulation et du stationnement / NEDEY Fabienne

Maires de France, 06/2023, n° 413, p. 54-55

La répartition des compétences entre le maire, le président et l'EPCI et les autres acteurs en matière de police sur les voies publiques est complexe.

Gendarmerie Nouvelles brigades : les élus s'interrogent / FINGER Sarah

Maires de France, 06/2023, n° 413, p. 32-35

L'annonce de la création de 200 nouvelles brigades suscite de nombreuses questions chez les élus. Tandis que les précisions sur ces 2000 gendarmes supplémentaires se font attendre, des maires témoignent des difficultés qu'ils rencontrent sur le terrain concernant la gestion de leur projet de nouvelles casernes.

[↩ Retour sommaire](#)

Les collectivités investissent de plus en plus le champ de la sécurité

Lettre du cadre territorial (la), 06/2023, n° 569, p. 22-23

<https://www.lettreducadre.fr/article/les-collectivites-investissent-de-plus-en-plus-le-champ-de-la->

La fabrique territoriale du continuum de sécurité avance, avec un nouvel acteur qui cherche à s'y faire une place. Les régions rejoignent ainsi le bloc communal et les départements déjà investis. Une manière de pallier la réponse partielle de l'État à la diversité des problèmes posés sur le terrain.

Services techniques et transitions écologiques

Loi "énergies renouvelables" (2/5). Un cadre légal fixé pour le partage territorial de la valeur des projets

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 26/06/2023, n° 2671, p. 56-57

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40838584>

Redistribution :

Les rédacteurs de la loi n° 2023-175 ont finalement opté pour une redistribution publique et collective de la valeur des énergies renouvelables.

Investissement direct :

Le maire de la commune ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale pourront investir dans des projets d'énergie renouvelable.

Financement de projets :

Le pétitionnaire lauréat d'un appel d'offres devra désormais financer le développement de projets portés par les collectivités territoriales.

La loi énergies renouvelables [Dossier]

Actualité Juridique. Droit Administratif, 26/06/2023, n° 22/2023, p. 1155-1184

La loi n° 2023- 175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables – dite « loi APER » ou « loi EnR » – perfectionne, voire consacre, plusieurs dispositifs clés. Ainsi, le cadre juridique applicable aux éoliennes en mer est amélioré. L'agrivoltaïsme, qui associe production agricole et solaire sur une même parcelle, est légalisé et les contrats de vente directe d'électricité et de gaz font leur entrée dans le code de l'énergie. Si les zones d'accélération ont été présentées comme un dispositif clé, une étude approfondie de l'outil laisse planer un doute sur son efficacité. L'accélération de la production d'énergies renouvelables trouve ses limites dans l'assentiment de la population locale. La prise en compte du « paysage », comme support du déploiement des énergies, ne se cantonne pas à l'éolien mais est en réalité présente dans l'ensemble de la loi.

Au sommaire :

- Le volet paysage dans la loi APER : panorama d'une approche pointilliste. Blanche Lormeteau, Rémi Radiguet
- Le zonage prévu par la loi APER : accélération ou stagnation ? Jean Gourdou, Elodie Annamayer
- L'agrivoltaïsme à la lumière du droit. Benoît Grimonpretz
- Les contrats de vente directe d'électricité et de gaz. Louis de Fontenelle, Marie Lamoureux
- Principaux apports de la loi APER pour le déploiement des éoliennes en mer. Nicolas Boillet, Gaëlle Guéguen-Hallouët

La difficile mise en œuvre des politiques environnementales

France culture, 23/06/2023, 5 mn

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-billet-politique/la-difficile-mise-en-oeuvre-des->

Jusqu'où peut-on réduire l'artificialisation des sols pour préserver l'environnement ? Une proposition de loi est actuellement discutée à l'Assemblée nationale pour adoucir les effets de l'objectif de réduction de l'artificialisation des sols que s'est fixé la France avec la loi climat de 2021.

[Retour sommaire](#)

La route a-t-elle encore un avenir ? / TESSIER Pascale

Lagazettedescommunes.com, 22/06/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/874482/la-route-a-t-elle-encore-un-avenir/>

L'État se désengage des investissements routiers dans les contrats de plan, suscitant l'inquiétude des entreprises du secteur. Les collectivités redoutent d'être contraintes de sortir le chéquier.

Loi "énergies renouvelables" (1/5). Création du dispositif des zones d'accélération des communes / FERJOUX Florian, CIBERT Anna

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 19/06/2023, n° 2670, p. 58-60

<https://www.lagazettedescommunes.com/872680>

Les élus locaux et leurs territoires sont placés au centre du dispositif des zones d'accélération. Les communes auront un rôle essentiel dans le cadre d'un dispositif. L'imprécision du rapport entre la suffisance des zones d'accélération identifiées et les objectifs de production d'énergie renouvelables influencera les marges de manœuvre des communes. Les documents d'urbanisme ne pourront exclure des secteurs qu'à la condition que les communes aient identifié des zones d'accélération considérées comme suffisantes au regard des objectifs énergétiques.

Un stade en démolition où tout se récupère / VERBAERE Isabelle

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 19/06/2023, n° 2670, p. 52

<https://www.lagazettedescommunes.com/873465>

La recyclerie de matériaux du bâtiment Le Repair a conduit le chantier. La dépose a été réalisée par des salariés en insertion.

Transfert de compétences : le retour des syndicats d'eau et des départements / LUNEAU Sylvie

Lagazettedescommunes.com, 14/06/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/872557>

Nouvel épisode dans l'interminable feuilleton du transfert des compétences eau et assainissement. La proposition de loi du Sénat visant à rendre ce transfert optionnel a été considérablement modifiée par l'Assemblée nationale. Mais deux nouveautés importantes ont été adoptées.

Qualité de l'air intérieur dans les établissements recevants du public : comprendre le nouveau dispositif de surveillance

Cerema.fr, 13/06/2023

<https://www.cerema.fr/fr/actualites/qualite-air-interieur-etablissements-recevants-du-public>

Le dispositif réglementaire de surveillance de la QAI dans certains établissements recevant du public (ERP) a été révisé, pour une entrée en application au 1er janvier 2023. Le Cerema publie une courte vidéo de présentation des nouvelles modalités auxquelles les collectivités doivent désormais répondre.

Vidéo de 4,42 mn

Décentralisation d'une partie du réseau routier national : un décret fixe les modalités de compensation / MARCANGELO LEOS Philie

Localtis.info, 13/06/2023

<https://www.banquedesterritoires.fr/decentralisation-dune-partie-du-reseau-routier-national->

Un décret d'application de la loi 3DS, paru ce 13 juin, fixe dans les détails la méthode de calcul de la compensation financière à attribuer aux départements et métropoles, au titre des charges afférentes aux routes qui leur sont transférées, ainsi qu'aux régions qui bénéficient d'une mise à disposition expérimentale de sections du réseau routier national.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000047670194>



Une première école maternelle reconstruite sur le modèle bois-paille à Tours / COMPAIN Boris

Francebleu.fr, 12/06/2023

<https://www.francebleu.fr/infos/environnement/une-premiere-ecole-maternelle-reconstruite-sur>

C'est une première à Tours : l'école maternelle Jean de la Fontaine, à Tours-Nord, est en train d'être reconstruite avec des matériaux bio-sourcés, principalement du bois et de la paille. L'école ouvrira à la rentrée 2024. Elle coûtera au final 8,5 millions d'euros.

[↩ Retour sommaire](#)



Une autoroute de la chaleur dans le Nord / LECOCQ François

Maires de France, 06/2023, n° 413, p. 28

Construite par la Métropole européenne de Lille, elle alimente les réseaux de chauffage à partir des déchets ménagers.

Eau et assainissement : les élus préparent le transfert / NEDEY Fabienne

Maires de France, 06/2023, n° 413, p. 26-27

Les communautés de communes gèreront ces compétences au plus tard le 1er janvier 2026. Cette évolution nécessite dès à présent un long travail.

Plastiques : la sobriété avant le recyclage [Dossier] / ADEME

ADEME Magazine, 06/2023, n° 166

<https://infos.ademe.fr/le-dossier/plastiques-la-sobriete-avant-le-recyclage/>

Quand on parle plastiques, on pense emballages, et il le faut : ces derniers représentent 46 % de la consommation de ce type de matériau en France. Mais que fait-on des autres plastiques, utilisés par exemple dans l'automobile, le bâtiment ou les appareils électriques et électroniques ?

Qualité des eaux [Dossier] / LONDINSKY Nicolas

TSM : techniques, sciences, méthodes, 06/2023, n° 6

Au sommaire :

- Étude méthodologique pour aider à l'évaluation de la qualité sanitaire microbiologique des eaux de baignade : cas de la baignade à Paris
- Biosurveillance des eaux de surface en agglomération parisienne – Résultats 2017-2019 en Seine, Marne et Oise
- Une évaluation de services écosystémiques sélectionnés par les acteurs locaux du Léguer (22) et de l'Estéron (06), labellisés « sites rivières sauvages »
- Teneurs et flux de métaux toxiques dans l'Aulne : impact des activités minières historiques



Interconnecter les réseaux d'eau potable, remède à la pénurie / LESCUYER Thibault

TSM : techniques, sciences, méthodes, 06/2023, n° 6

Pendant l'été 2022, de nombreuses communes ont bénéficié d'une interconnexion d'urgence de leur réseau d'eau potable. Solution temporaire au manque d'eau local, l'interconnexion peut aussi être un remède permanent. Les agences de l'eau sont des partenaires centraux des nouveaux projets.

Les architectes de la FPT redessinent l'espace public / VILLE Frédéric

Techni.cités, 06/2023, n° 364

<https://www.lagazettedescommunes.com/872368>

Des études en amont à la maîtrise d'ouvrage ou à la maîtrise d'œuvre opérationnelle, les architectes de la fonction publique territoriale aident à réaliser des projets qualitatifs et durables, d'urbanisme, d'aménagement ou de bâtiments. Non sans s'entourer.

Les assouplissements du régime de "dérogation des espèces protégées" - Après l'avis de Conseil d'Etat du 9 décembre 2022 et la publication de la loi du 10 mars 2023 / BENECH François

Actualité Juridique. Collectivités Territoriales, 06/2023, n° 6, p. 348-352

Le régime juridique des "dérogations espèces protégées" est devenu une source importante de contentieux. Présenté par ses pourfendeurs comme un infernal chausse-trappes, les défenseurs de l'environnement y voient au contraire un moyen juridique d'encadrer les projets qui érodent une biodiversité remarquable. Dans cette opposition classique, deux problématiques ont plus particulièrement retenu l'attention ces dernières années : le seuil d'application du régime de protection et la reconnaissance, parfois bien casuistique, de la "raison impérative d'intérêt public majeur" pouvant fonder une dérogation. A quelques mois d'intervalle, deux évolutions de l'état du droit répondent à ces problématiques dans le sens d'un assouplissement du régime de dérogation.

[Retour sommaire](#)

Bruno Paulmier : "Les dirigeants territoriaux doivent être en pointe sur la transition écologique et sociale "

lettreducadre.fr, 19/05/2023

<https://www.lettreducadre.fr/article/bruno-paulmier-les-dirigeants-territoriaux-doivent-etre-en-pointe->

Comment les territoriaux s'emparent-ils de la question environnementale ? Quel rôle doivent-ils jouer vis-à-vis de leurs élus ? Et quelles formations pour aller plus loin ? Paroles d'un acteur territorial qui travaille sur ces questions depuis des années.

Sol et énergies renouvelables / DURAND Maxime, EGLIN Thomas, ADEME

2023

<https://bibliothèque.ademe.fr/energies-renouvelables-reseaux-et-stockage/6332-sol-et-energies->

Le développement des énergies renouvelables (EnR) est un des moyens les plus importants pour sortir de l'utilisation des énergies fossiles, cause majeure du changement climatique. Le développement de ces énergies permet également d'implanter la production d'énergie sur le territoire alors que le pays souffre d'une dépendance énergétique importante vis-à-vis des importations : pétrole, gaz naturel et uranium. La France s'est ainsi engagée à ce que 32% de l'énergie consommée en France et 40% de l'électricité produite soit d'origine renouvelable en 2030, dans le but d'atteindre, en 2050, la neutralité carbone. Cependant les énergies renouvelables présentent des impacts environnementaux, notamment sur les sols.

Cette étude vise à évaluer les surfaces nécessaires au développement des productions d'énergies renouvelables. Sur la base de la littérature et d'analyses de projets, elle propose des références surfaciques à la puissance installée ou à l'énergie produite, et les utilise pour évaluer les surfaces nécessaires à l'atteinte de la neutralité carbone à 2050 selon les scénarios proposés par l'ADEME dans Transition(s) 2050 (ADEME, 2021). Elle distingue des indicateurs liés au besoin de foncier, aux concurrences d'usage et à l'imperméabilisation des sols afin de préciser les enjeux par filières.

Guide pour le déploiement des smart grids dans les territoires / ADEME, FNCCR, 2023, 40 p.

https://www.thinksmartgrids.fr/wp-content/uploads/2023/04/Think-Smartgrids_

Ce guide a pour vocation de présenter les enjeux et principaux cas d'usage des smart grids, ou réseaux électriques intelligents, afin d'aider les collectivités à relever les défis de la transition énergétique. Il s'appuie sur des recherches documentaires, sur l'expertise de Think Smartgrids et de ses membres, ainsi que sur une dizaine d'entretiens menés avec des territoires.

Une consommation plus sobre et plus responsable sur le territoire de la collectivité / ADEME

2023, 22 p.

<https://bibliothèque.ademe.fr/consommer-autrement/6311-une-consommation-plus-sobre-et-plus->

Si la consommation est le moteur de la croissance économique, elle a un impact direct sur l'environnement. Agir sur la production et la consommation de produits est plus que nécessaire pour aller vers la transition écologique !

Social/Santé

Les bonnes notes de la musicothérapie / HABIB Michel

Sciences humaines, 07/2023, n° 360, p. 38-41

Les effets thérapeutiques de la musique sont aujourd'hui mieux compris. En restructurant les connexions neuronales, elle peut être mobilisée contre la dyslexie, les troubles de l'attention ou encore Alzheimer.

Auxiliaires de puériculture : une revalorisation qui ne facilite pas le reclassement

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 26/06/2023, n° 2671, p. 16-17

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40838451>

Le reclassement des auxiliaires de puériculture, revalorisées en catégorie B, oblige les collectivités à trouver des postes d'accueil dans le même cadre d'emplois. Or ils sont rares et requièrent des compétences que, souvent, ces agents de terrain n'ont pas.

[↩ Retour sommaire](#)

Normes : Droit de dérogation des agences régionales de santé

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 26/06/2023, n° 2671, p. 58-59

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40838587>

Champ d'application :

Le droit de dérogation des directeurs d'agence régionale a un vaste champ d'application et peut trouver à être mis en œuvre dans le domaine de la santé et celui de l'action sociale et médicosociale.

Objectifs :

Les dérogations accordées pourront seulement avoir pour effet de déroger à des règles de forme ou de procédure, ou de favoriser l'accès aux financements publics.

Conditions : Strictement encadré, l'exercice du droit de dérogation est subordonné à la démonstration d'un motif d'intérêt général et de circonstances locales particulières.



La téléconsultation accompagnée plutôt que le désert médical

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 26/06/2023, n° 2671, p. 50

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40838534>

Les Attaques (Pas-de-Calais) 2 000 hab.

La petite ville du Calais, zone très sous-dotée en généralistes, a mis en place avec des infirmiers libéraux une borne de télé-médecine.

Assistants familiaux : le département du Loiret met les bouchées doubles

Ash.tm.fr, 25/06/2023

<https://www.ash.tm.fr/protection-enfance/assistants-familiaux-le-loiret-met-les-bouchees-doubles->

Face au manque d'attractivité du métier d'assistant familial, le Loiret (45) parie sur des mesures qui allient incitation financière et renforcement de l'accompagnement tout au long de la carrière. Votées le 15 juin 2023, celles-ci prendront effet à compter du 1er juillet prochain.

Enfants sous médocs [Dossier] / LEPAGE Elodie, ROCFORT GIOVANI Bérénice

Obs (l'), 22/06/2023, n° 3063, p. 20-31

Trois ans après l'apparition du Covid, la santé mentale de nombreux jeunes reste très fragile. Et la prescription de psychotropes, dont des antidépresseurs, a explosé. Un phénomène inquiétant, même si certains parents voient dans ces traitements des effets bénéfiques. Le pédopsychiatre Olivier Bonnot explique dans un entretien comment appréhender la dépression chez l'enfant et l'adolescent.

Bien vieillir : un guide pour les élus des petites villes

Lagazettedescommunes.com, 21/06/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/874124>

L'Association des petites villes de France publie un guide pour aider les collectivités dans la transition démographique.

https://filieresilvereconomie.fr/dmediafiles/biblio/Guide-Elus_21-06.pdf

Santé et changement climatique : des enjeux liés pour les collectivités

Lagazettedescommunes.com, 20/06/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/873892>

Le Réseau français Villes-Santé 2023 a axé ses rencontres 2023 sur le fait que le changement climatique aura des impacts terribles sur la santé.

Le vécu des bénéficiaires du RSA, une expertise valorisée / LAZAROVA Rouja

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 19/06/2023, n° 2670, p. 48

<https://www.lagazettedescommunes.com/872278>

Pour enrichir les politiques publiques de solidarité, un conseil consultatif associant les bénéficiaires du RSA a été mis en place.

Inceste : 35,7% des femmes et 21,6% des hommes de moins de 18 ans en ont été victimes

Lavoixdunord.fr, 19/06/2023

<https://www.lavoixdunord.fr/1343128/article/2023-06-21/inceste-35-7-des-femmes-et-21-6-des->

Ces chiffres sont issus d'un sondage auprès de 28 000 personnes, réalisé par l'Inserm à la demande de la commission indépendante sur les abus sexuels dans l'église catholique (Ciase).

[Retour sommaire](#)

« Le logement social a perdu sa place centrale »

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 19/06/2023, n° 2670, p. 26-27
<https://archives.lagazettedescommunes.com/40827690>

Entretien avec François Rochon, urbaniste, spécialiste de la politique du logement.

Bobigny se dote d'un observatoire local des violences faites aux femmes / DA VEIGA Léo

Lesechos.fr, 15/06/2023

<https://www.lesechos.fr/pme-regions/ile-de-france/bobigny-se-dote-dun-observatoire-local->

Déclinaison d'un dispositif départemental, cet observatoire vise à dresser une cartographie plus fine des violences contre les femmes à l'échelle communale et donc, de mieux lutter contre le phénomène.

Webinaire "Accompagner les publics en fragilités numériques et linguistiques" / Association WeTakeCare, 04/2023, 67 mm

<https://www.youtube.com/watch?v=4OTUQYKzG3I>

"L'association WeTechCare agit auprès des aidants numériques, acteurs sociaux, opérateur de services essentiels et collectivités territoriales pour les aider dans leur accompagnement auprès des publics fragilisés par le développement du numérique.

Ce webinaire a présenté la plateforme "Les Bons Clics", qui rassemble plus de 60000 professionnels et bénévoles pour guider et former les acteurs qui interviennent auprès de ces publics." (in Inffo Formation, n° 1056, 15/06/2023)

[Retour sommaire](#)



Pour aller plus loin...

Sites internet

Bibliothèque des Initiatives RH

Les initiatives RH, sélectionnées par la DGAFP, font l'objet de fiches détaillées, décrivant le projet et sa genèse, les difficultés rencontrées et les moyens mis en œuvre. Les documents de travail (cahier des charges, calendrier des étapes, méthodologie, livrables, rapport d'évaluation, description de l'investissement mobilisé ...) sont mis à la disposition des professionnels RH afin d'être partagés et mutualisés dans un cadre inter-fonctions publiques.

[Les initiatives RH | Bibliothèque des initiatives RH \(fonction-publique.gouv.fr\)](http://fonction-publique.gouv.fr)

La Base du numérique d'intérêt général

Qu'est-ce que La Base du numérique d'intérêt général ?

- Une base de connaissances
- Un espace de partage et d'échanges
- Un outil de présentation, de valorisation de vos productions, et de partage de votre expérience

<https://labase.anct.gouv.fr/>

LABSOLU, Laboratoire d'Innovation Publique de la Région des Pays de la Loire

propose « L'innovation publique : un guide pratique pour agir différemment »

<https://fr.calameo.com/read/002150178c5e448cf3d1d>

Territoires audacieux, 2019

Territoires-Audacieux.fr est dédié à la valorisation des initiatives à impact positif issues des collectivités publiques. Son objectif ? Mettre en lumière tous ceux qui osent, sur leur territoire, mettre en place des projets innovants....

<http://www.territoires-audacieux.fr/>

Le numérique en Loire-Atlantique

Le Département de Loire-Atlantique a mis en place une politique ambitieuse de développement numérique sur son territoire. Objectif : promouvoir un numérique citoyen, accessible et solidaire.

<https://numerique.loire-atlantique.fr>

Territoires conseil

Base d'expériences de la Banque des Territoires (Caisse des dépôts)

<https://www.banquedesterritoires.fr/collectivites-epl>

La 27^{ème} Région


<http://www.la27eregion.fr/>

LaBase, laboratoire d'innovation publique en Nouvelle-Aquitaine, porté par le Secrétariat Général pour les Affaires Régionales (SGAR), la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL), le Département de la Gironde et Bordeaux Métropole.

<https://www.facebook.com/LaBaseNA>

M3 La prospective de la Métropole de Lyon

<http://www.millenaire3.com>

-  Pour vous permettre d'approfondir certaines thématiques, le réseau des documentalistes du CNFPT vous propose des Lettres d'Information Documentaire mensuelles. Ces lettres, au nombre de 14, traitent des informations relatives aux différents champs de l'action publique locale
Vous avez la possibilité de vous y abonner gratuitement sur le Wikiterritorial du CNFPT en cliquant [ici](#)

[Retour sommaire](#)



Cette Lettre d'Information Documentaire est réalisée par le réseau des documentalistes du CNFPT

Certains articles ne sont accessibles en ligne que sur abonnement.

Pour toute question, vous pouvez vous adresser à l'équipe du Centre de Ressources Documentaires de l'Inset Angers en écrivant à l'adresse suivante : documentation.insetangers@cnfpt.fr

[Retour sommaire](#)

Bulletin documentaire

Edité par l'INSET, rue du Nid de Pie, CS 62020, 49016 Angers Cedex 1
www.cnfpt.fr

Directrice de publication : **Marion Leroux**

Responsable du centre de ressources : **Bérangère Guillet**

Conception et réalisation : **Bérangère Guillet, Marie-Christine Marchand**

Tél. : 02 41 22 41 46

© 2023 CNFPT/ INSET D'ANGERS

[Retour sommaire](#)